

 <https://www.aefinfo.fr/depeche/719418-budget-du-men-2025-l-ensemble-des-organisation...>

 Antonin Guze

 8 min read

## Budget du MEN 2025 : l'ensemble des organisations syndicales s'insurgent contre les suppressions de postes

"On constate avec ce budget qu'il ne s'agit pas de 'relever le niveau', mais plutôt de dégrader les conditions d'enseignement", déplore Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU, en réaction à la présentation du budget de l'Éducation nationale le 10 octobre 2024. L'ensemble des organisations syndicales s'opposent aux 4 000 suppressions d'ETP d'enseignants et demandent aux parlementaires de s'opposer à ce budget. Elles dénoncent également le manque d'ambition du gouvernement sur l'école inclusive mais se félicitent de l'abandon temporaire des groupes de besoin en 4e et 3e.

Face aux 2 000 suppressions d'ETP nettes (dont 4 000 ETP d'enseignants) dans le budget 2025 présenté par le MEN le 11 octobre 2024, l'ensemble des organisations syndicales d'enseignants et de personnels de l'Éducation nationale clame son mécontentement. Plusieurs d'entre elles demandent aux parlementaires de s'opposer à ce budget.

### Des suppressions de postes unanimement condamnées

"Michel Barnier disait que l'école était sa priorité et Anne Genetet a répété plusieurs fois sa volonté 'd'élever le niveau'... mais on constate avec ce budget que l'école n'est pas la priorité du gouvernement et qu'il ne s'agit pas non plus de relever le niveau, mais plutôt de dégrader les conditions d'enseignement", dénonce auprès d'AEF info Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU. L'organisation déplore "que l'Éducation nationale paye le plus lourd tribut en suppression de postes de fonctionnaires, ce qui va peser lourd dans le quotidien des élèves et des professeurs".

Pour le premier degré, le Snuipp-FSU rappelle l'engagement du gouvernement que "les emplois de fonctionnaires supprimés ne seraient pas des emplois en contact direct avec le public : c'est pourtant l'inverse qui va se produire". Le premier degré enregistre en effet 3 155 ETP supprimés "alors que l'école française souffre déjà d'un manque d'investissement chronique". Pour le Snuipp, ce budget "annonce donc un renoncement à la réussite de toutes et tous".

De la même manière, la CGT Éduc'action pointe dans un communiqué des "orientations politiques et budgétaires à l'opposé de ce qui est absolument nécessaire aujourd'hui : investir pour l'Éducation, créer des postes pour réduire les effectifs par classe et faciliter le travail dans les services, augmenter les salaires et relancer l'attractivité des métiers". Le syndicat souligne que "ce budget confirme que l'amélioration de l'attractivité du métier n'est qu'un slogan" et s'indigne d'un "mépris pour les élèves et des familles confrontés au quotidien au manque de personnels et aux heures de cours perdues".

Pour la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, le budget présenté "n'est pas un budget qui prépare l'avenir", pointe Catherine Nave-Bekhti auprès d'AEF info. Elle dénonce des "coups de volant dans les créations de postes d'enseignants : une année on en crée, l'autre on en supprime. Il n'y a pas de ligne claire dans l'évolution du système éducatif, ce qui dissuade à s'engager vers le métier d'enseignant. Il faudrait s'engager dans une programmation pluriannuelle."

Même son de cloche pour :

- le Snaic, qui dénonce "une saignée" et demande à Anne Genetet "de prendre ses responsabilités au sein du gouvernement" et en appelle aux parlementaires pour "amender le projet de loi" et "voter contre" s'il était présenté en l'état,
- le SE-Unsa, qui évoque un "nouveau seuil franchi de détérioration des conditions d'apprentissage des élèves et d'exercice des personnels" et déplore "le verrouillage des enveloppes impactées qui en dit long sur le dialogue social mort-né quant aux choix de financement à effectuer : de l'argent à la rescousse du tant décrié plan 'Choc des savoirs', rien en revanche pour les besoins réels des élèves ni pour la revalorisation salariale urgente",
- la FCPE qui dénonce "l'argument éculé de la baisse démographique [pour justifier les suppressions de postes] alors qu'elle est en réalité une opportunité pour mieux

faire école" et demande aux parlementaires "de prendre leurs responsabilités afin de peser pour contrer ces projets funestes".

"PAs de révolution de l'inclusion" (CFDT)

Par ailleurs, malgré la création de 2 000 postes d'AESH, Catherine Nave-Bekhti (CFDT) déplore que la suppression des postes d'enseignants "envoie le signal que les conditions d'enseignement et le taux d'encadrement dans le premier degré ne vont pas s'améliorer". Pour elle, "le calcul démographique du ministère ne tient pas compte de l'éducation inclusive, qui demande plus de personnels, notamment en ULIS. De plus, on ne peut pas substituer un AESH à un professeur, ce ne sont pas les mêmes métiers." Ainsi, la CFDT déplore qu'il n'y ait "pas de révolution de l'inclusion pourtant mise en avant par le gouvernement pendant les JOP cet été".

Sophie Vénétitay rappelle quant à elle "les difficultés existantes pour recruter des AESH. C'est un métier d'une grande précarité. S'il n'y a pas de geste sur le salaire, on aura du mal à recruter ces 2 000 AESH : le MEN ne traite pas le sujet dans sa globalité". Le Snalc abonde en ce sens et indique que la création de 2 000 postes d'AESH est "très loin de ce qui est nécessaire pour absorber la massification à très grande vitesse de l'école inclusive".

La FCPE déplore également que l'école inclusive soit "sacrifiée" dans ce budget.

Des "attentes" quant à l'avenir des groupes de besoins

Alors que le MEN a indiqué que le budget 2025 ne prévoyait pas la mise en place des groupes de besoins en 4e et 3e cette année, le Snes dit "attendre ce qu'il va en être" et veut "juger sur les actes" après avoir rencontré Anne Genetet, tout en continuant à réclamer la suppression des groupes en 6e et 5e, indique Sophie Vénétitay. La CFDT se félicite aussi de l'absence des groupes de besoins en 4e et 3e dans le budget, qui "allaient aboutir à imposer aux personnels des compléments de services dans d'autres établissements". De la même manière, le syndicat attend de rencontrer la ministre et annonce : "S'il y a reculé sur les groupes, il faudra y revenir aussi sur la 6e et la 5e".

Les 98 M€ d'euros supplémentaires annoncés pour le "pacte" suscitent également le rejet du Snes, pour qui le pacte dans sa globalité est "un échec, et un moyen pour le ministère

de se défausser de ses responsabilités en demandant aux professeurs déjà en poste d'effectuer des remplacements, en raison de ses difficultés de recrutement. C'est déconnecté des attentes des enseignants".

La CFDT alerte enfin sur "la diminution des dépenses de fonctionnement", qui vont notamment affecter "les personnels qui doivent se déplacer (PsyEN, Rased, inspecteurs) et verront leurs conditions de travail se dégrader, avec des absences de remboursements de déplacement ou des injonctions à de pas se déplacer". L'organisation craint que "ces coupes budgétaires vont faire que des services ne seront plus rendus aux élèves les plus fragiles".

Dépêche n° 719418